

CHAPITRE VI. — Dispositions générales et finales

Art. 21. Lorsqu'un Ministre soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Conseil des Ministres, au Ministre qui a le budget dans ses attributions ou au Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, il y joint chaque fois l'avis de l'Inspecteur des Finances.

Art. 22. Tout arrêté royal ou ministériel mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Conseil des Ministres ou du Ministre qui a le budget dans ses attributions et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

En cas d'application de l'article 9, il mentionne la décision du Ministre qui a le budget dans ses attributions ou du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Art. 23. L'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, modifié par l'arrêté royal du 24 mai 1976, est abrogé.

Art. 24. Nos Ministres et Notre Secrétaire d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

HOOFDSTUK VI. — Algemene bepalingen en slotbepalingen

Art. 21. Indien een Minister een van de voorstellen bedoeld in dit besluit voorlegt aan de Ministerraad, aan de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of aan de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

Art. 22. Elk koninklijk of ministerieel besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Ministerraad of van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

In geval van toepassing van artikel 9, vermeldt het de beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Art. 23. Het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 mei 1976, wordt opgeheven.

Art. 24. Onze Ministers en Onze Staatssecretaris zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

F. 95 — 82

3 JANVIER 1995. — Arrêté royal
modifiant l'AR/CIR 92 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 167, alinéa 1er, 250, 300, § 1er, et 312;

Vu l'AR/CIR 92, notamment les articles 67, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1994, 71, 90, §§ 1er et 3, alinéa 1er, et 140, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que les personnes morales sont tenues, à partir du 1er janvier 1995, d'effectuer des versements anticipés sur un nouveau compte courant postal du « Service des versements anticipés » afin de pouvoir opérer, à partir de l'année budgétaire 1995, une distinction claire entre les versements anticipés effectués, d'une part, par les personnes physiques et ceux effectués, d'autre part, par les personnes morales;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

AR/CIR 92, arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Arrêté royal du 12 août 1994, *Moniteur belge* du 9 septembre 1994.

Arrêté royal du 12 août 1994, *Moniteur belge* du 10 septembre 1994.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

N. 95 — 82

3 JANUARI 1995. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het KB/WIB 92 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op de artikelen 167, eerste lid, 250, 300, § 1, en 312;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op de artikelen 67, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, 71, 90, §§ 1 en 3, eerste lid, en 140, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat de rechtspersonen, met ingang van 1 januari 1995, ertoe gehouden zijn de voorafbetalingen te storten op een nieuwe postrekening-courant van de « Dienst der Voorafbetalingen », om vanaf het begrotingsjaar 1995 een duidelijk onderscheid te kunnen maken tussen de voorafbetalingen verricht door natuurlijke personen, enerzijds, en rechtspersonen, anderzijds;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

KB/WIB 92, koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Koninklijk besluit van 12 augustus 1994, *Belgisch Staatsblad* van 9 september 1994.

Koninklijk besluit van 12 augustus 1994, *Belgisch Staatsblad* van 10 september 1994.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.

— qu'en raison de l'extension de la perception automatisée du précompte professionnel à tous les bureaux de recettes et de la suppression à partir du 1er janvier 1995 du bureau de recette « Contributions-Précompte professionnel, Bruxelles », la dénomination spécifique bureau de recette « Contributions-Précompte professionnel » doit être supprimée dans l'AR/CIR 92 à partir de cette dernière date;

— que le présent arrêté doit par conséquent être porté à la connaissance des contribuables intéressés dans les plus brefs délais;
Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 67 de l'AR/CIR 92, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 67. § 1er. Les versements anticipés visés aux articles 157 à 166 et 175 à 177 du Code des impôts sur les revenus 1992 ne peuvent être effectués au « Service des versements anticipés » que par versement ou virement aux comptes courants postaux :

a) n° 000-2002340-66, pour les versements anticipés en ce qui concerne les personnes physiques;

b) n° 000-2002330-56, pour les versements anticipés en ce qui concerne les personnes morales.

§ 2. Les versements ou virements visés au § 1er ne peuvent être effectués qu'au moyen des formules de paiement :

— du modèle arrêté par le Ministre des Finances ou son délégué en accord avec le Ministre, ou son délégué, dont relève la Poste;

— qui sont délivrées sur demande ou d'office par le « Service des versements anticipés » avec l'indication du nom du contribuable et d'un numéro d'immatriculation auprès de ce service.

§ 3. Tout paiement à un des comptes courants postaux visés au § 1er comportant l'indication d'un numéro d'immatriculation visé au § 2, est censé avoir été effectué pour le compte du contribuable qui est identifié par ce numéro auprès du « Service des versements anticipés ».

Art. 2. A l'article 71, § 1er, du même arrêté, les mots « le Service « Contributions-Versements anticipés, Bruxelles » » sont remplacés par les mots « le « Service des versements anticipés » ».

Art. 3. A l'article 90 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, les mots « à l'article 412, alinéas 2 et 3, » sont remplacés par les mots « à l'article 412 »;

2° le § 3, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Ministre des Finances ou son délégué peut autoriser les redevables du précompte professionnel à remplacer la déclaration visée au § 1er par un support magnétique. »

Art. 4. L'article 140 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140. § 1er. Par dérogation à l'article 139, le précompte professionnel ne peut être payé que par versement ou virement au compte courant postal du receveur. Peuvent seules être utilisées à cette fin, les formules de paiement :

— du modèle arrêté par le Ministre des Finances ou son délégué en accord avec le Ministre, ou son délégué, dont relève la Poste;

— qui sont délivrées sur demande ou d'office par le bureau de recette concerné, avec l'indication du nom du redevable et de son numéro d'enregistrement visé à l'article 90, § 2.

§ 2. Tout paiement au compte courant postal du receveur comportant l'indication d'un numéro d'enregistrement visé au § 1er est censé avoir été effectué pour le compte du redevable qui est identifié par ce numéro auprès du bureau dudit receveur. »

Art. 5. Les articles 1er, 2, 3, 2°, et 4 produisent leurs effets à partir du 1er janvier 1995.

Art. 6. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 janvier 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

— dat wegens de uitbreiding tot alle ontvangkantoren van de geautomatiseerde inning van de bedrijfsvoorheffing en de opheffing per 1 januari 1995 van het ontvangkantoor « Belastingen-Bedrijfsvoorheffing, Brussel », de specifieke benaming ontvangkantoor « Belastingen-Bedrijfsvoorheffing » vanaf laatstgenoemde datum in het KB/WIB 92 moet worden geschrapt;

— dat dit besluit dus ten spoedigste ter kennis van de betrokken belastingplichtigen moet worden gebracht;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 67 van het KB/KIB 92, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 67. § 1. Voorafbetalingen als vermeld in de artikelen 157 tot 166 en 175 tot 177 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 kunnen uitsluitend worden gedaan bij de « Dienst der Voorafbetalingen » door storting of overschrijving op postrekeningen-courant :

a) nr. 000-2002340-66, voor voorafbetalingen betreffende natuurlijke personen;

b) nr. 000-2002330-56, voor voorafbetalingen betreffende rechtspersonen.

§ 2. Voor de in § 1 vermelde stortingen of overschrijvingen mogen alleen betaalformulieren worden gebruikt :

— waarvan het model door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde is vastgesteld in overleg met de Minister, of zijn gedelegeerde, tot wiens bevoegdheid de Post behoort;

— die op aanvraag of ambtshalve door de « Dienst der Voorafbetalingen » worden uitgereikt en de naam van de belastingplichtige en een registratienummer bij die dienst vermelden.

§ 3. Betalingen op de in § 1 vermelde postrekeningen-courant met vermelding van een als in § 2 bedoeld registratienummer worden geacht gedaan te zijn voor rekening van de belastingplichtige die bij de « Dienst der Voorafbetalingen » door dat nummer is geïdentificeerd. »

Art. 2. In artikel 71, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « de Dienst « Belastingen-Voorafbetalingen, Brussel » » vervangen door de woorden « de « Dienst der Voorafbetalingen » ».

Art. 3. In artikel 90 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « in artikel 412, tweede en derde lid, » vervangen door de woorden « in artikel 412 »;

2° § 3, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De Minister van Financiën of zijn gedelegeerde kan aan de schuldenaars van bedrijfsvoorheffing vergunning verlenen om de in § 1 vermelde aangifte te vervangen door een magnetische informatiedrager. »

Art. 4. Artikel 140 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 140. § 1. In afwijking van artikel 139 kan bedrijfsvoorheffing uitsluitend worden betaald door storting of overschrijving op de postrekening-courant van de ontvanger. Daarbij mogen alleen betaalformulieren worden gebruikt :

— waarvan het model door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde is vastgesteld in overleg met de Minister, of zijn gedelegeerde, tot wiens bevoegdheid de Post behoort;

— die op aanvraag of ambtshalve door het betrokken ontvangkantoor worden afgegeven en de naam van de belastingsschuldige en zijn in artikel 90, § 2, bedoelde registratienummer vermelden.

§ 2. Betalingen verricht op de postrekening-courant van de ontvanger met vermelding van een als in § 1 vermeld registratienummer, worden geacht gedaan te zijn voor rekening van de belastingsschuldige die bij het kantoor van die ontvanger door dat nummer wordt geïdentificeerd. »

Art. 5. De artikelen 1, 2, 3, 2°, en 4 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

Art. 6. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 januari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT